

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 491 EL SALVADOR: REPOSE DES PAYSANS DE FECCAS-UTC

Suite aux déclarations contradictoires des évêques du pays en août dernier (cf. DIAL D 485), les organisations paysannes incriminées se sont empressées de faire connaître leur point de vue.

On se souvient en effet que l'archevêque de San Salvador et l'évêque de Santiago de Maria avaient publié une très longue lettre pastorale sur "L'Eglise et les organisations politiques populaires"; ils rappelaient le droit d'association et reconnaissaient à chacun le libre choix de militance. Pour leur part, les quatre autres évêques du pays publiaient peu après une mise en garde sévère contre les organisations paysannes: la Fédération chrétienne des paysans salvadoriens (FECCAS) et l'Union des travailleurs de la campagne (UTC), créées en fin 1973, affiliées à la Fédération des travailleurs de la campagne (FTC) et membres du Bloc populaire révolutionnaire (BPR).

C'est à la déclaration des quatre évêques que répondent en septembre 1978 les deux organisations incriminées. Nous publions ici cette réponse.

(Note DIAL)

DECLARATION DE FECCAS - UTC
AUX CHRETIENS D'EL SALVADOR ET D'AMERIQUE CENTRALE

L'Union des travailleurs de la campagne (UTC) et la Fédération chrétienne des paysans salvadoriens (FECCAS) adressent leur salut à tous les chrétiens, évêques, prêtres, religieuses et laïcs d'El Salvador et d'Amérique centrale.

Dernièrement, quatre évêques de notre pays ont fait une déclaration contre nos organisations et ont interdit à leurs prêtres et religieuses de collaborer avec nous aussi bien directement qu'indirectement. Aussitôt, les moyens d'information (presse, radio et télévision), qui sont entre les mains des exploités, ont repris cette déclaration et lui ont assuré une large diffusion.

C'est pour nous l'occasion de nous adresser à vous pour apporter des éclaircissements sur les points suivants:

- 1) qui nous sommes;
- 2) qui nous attaque et pourquoi;
- 3) comment nous interprétons la déclaration en question;
- 4) quelle est notre position face au christianisme.

1- Qui nous sommes

Nous sommes des organisations composées et dirigées par des journaliers et des paysans pauvres d'El Salvador; nous représentons et défendons les intérêts immédiats et essentiels de la classe des travailleurs de la campagne. Nous regroupons donc le secteur agricole le plus abandonné, celui qui souffre le plus de la faim, de la misère et de l'injustice en raison du système capitaliste dépendant en vigueur dans notre pays.

Notre tâche et nos luttes ont pour objectif la satisfaction à court terme de nos besoins les plus urgents; elles visent aussi à nous faire acquérir plus de force et d'expérience de façon à ce que nous puissions, dans un avenir plus lointain et conjointement avec la classe ouvrière ainsi qu'avec les autres secteurs sociaux exploités et opprimés, faire disparaître la cause de l'exploitation et de la misère qu'est le capitalisme dépendant, et parvenir ainsi à notre libération définitive.

Dans cette perspective, nous avons constamment dénoncé l'exploitation dévorante dont nous sommes victimes en montrant comment notre travail, producteur des richesses les plus importantes de notre pays, se traduit en gains accrus pour les capitalistes et, pour nous, en salaires de misère qui nous permettent de moins en moins d'obtenir de quoi manger, nous habiller, entretenir la maison, éduquer nos enfants, soigner nos maladies, etc.

Au cours de quatre années et plus de combat, nous avons fait théoriquement et pratiquement la preuve que nous sommes conséquents avec les intérêts des travailleurs de la campagne. Voici, par exemple, quelques-unes de nos actions les plus significatives.

- Depuis 1976, comme partie de notre combat pour obtenir de meilleures conditions d'existence et de travail pour les journaliers et les paysans pauvres, nous avons, année après année, présenté aux organismes gouvernementaux appropriés des avant-projets de loi sur l'augmentation du salaire minimum, sur l'amélioration des conditions alimentaires et sanitaires dans les exploitations et les fermes, sur l'abaissement du prix de la terre, des engrais et du crédit. La réponse donnée par les riches et leur tyrannie militaire a été une répression brutale. La législation, les organismes d'Etat et les forces de répression défendent avec une violence accrue les intérêts des classes dominantes et rendent notre situation encore plus inhumaine et insupportable.

- C'est pourquoi nous nous sommes vus dans l'obligation de faire valoir par nous-mêmes les droits de tous les travailleurs de la campagne. Ainsi:

1) En 1977 nous avons procédé pacifiquement à des occupations de terre - dans le Domaine San Francisco, commune d'El Paisnal, département de San Salvador; - dans le Domaine Guajoyo, commune de Tecoluca, département de San Vicente; - dans le Domaine San Francisco, commune de Teju-tepeque, département de Cabañas; - dans le Domaine Platanares, commune de Zacatecoluca, département de La Paz.

2) Le 10 octobre de la même année, en compagnie des autres organisa-

tions du Bloc populaire révolutionnaire (BPR), nous avons pacifiquement occupé le ministère du travail pour faire entendre nos revendications et pour nous solidariser avec les grèves ouvrières des usines d'El León et d'Inca.

3) En mars 1978, avec le soutien des autres organisations du BPR, nous avons pacifiquement occupé la cathédrale de San Salvador ainsi que les ambassades de Costa Rica, Panama, Venezuela et Suisse pour dénoncer à la face du monde et faire cesser le massacre que l'armée, avec l'appui des autres forces de répression et en coordination avec ORDEN, avait organisé contre les membres de UTC-FECCAS et contre la population en général dans la région de San Pedro Perulapán, San Martín, Cojutepeque et Cinquera.

Ce sont là quelques-unes seulement de nos actions les plus spectaculaires. Il y en a des centaines d'autres que, dans les différents centres de production de notre pays, nous avons menées pour la défense de nos intérêts de classe.

Depuis 1975 nous faisons partie du Bloc populaire révolutionnaire (BPR), pour une alliance stratégique avec des organisations responsables des autres secteurs sociaux exploités et opprimés (ouvriers, habitants des bidonvilles, enseignants, étudiants). Cette alliance est fondée sur les principes établis à partir des intérêts de la classe des travailleurs; elle nous a permis de faire les premiers pas vers la constitution d'un Front révolutionnaire de masse qui, sur la base de l'alliance ouvrière et paysanne sous hégémonie prolétarienne, constitue la seule garantie que nous ayons de pouvoir, dans un avenir pas trop éloigné, en finir pour toujours avec ce système d'exploitation et d'injustice, et édifier une société construite sur la solidarité, l'égalité, la coopération et la paix.

Tant UTC-FECCAS que BPR se sont développés en dehors de toute dépendance organique ou politique envers le gouvernement, les partis politiques, l'Eglise catholique ou tout autre organisation. Le fait que les travailleurs de la campagne soient réellement ceux qui président aux destinées de FECCAS-UTC, et dont les efforts et les sacrifices inspirent les luttes en faveur de leurs intérêts propres, ce fait - disons-nous - a rendu possible l'entrée massive et accrue de journaliers et de paysans pauvres de tout le pays dans les rangs de nos organisations.

2- Qui nous attaque et pourquoi

En tant que FECCAS-UTC nous nous sommes développés quantitativement et qualitativement en renforçant ainsi notre alliance et, par elle, la Fédération des travailleurs de la campagne (FTC), et en atteignant tous les coins du pays. Mais nous avons dû subir une répression de plus en plus cruelle de la part des riches et de leur tyrannie militaire. Cette répression va de la calomnie, des menaces et de la guerre psychologique jusqu'à la censure des moyens d'information, en passant par la dissolution violente des manifestations et des grèves, l'emprisonnement, l'assassinat sélectif ou massif et les tortures les plus sauvages. Nous avons connu des massacres comme celui du 17 mars 1977 dans les rues de San Salvador, ou des opérations militaires dirigées contre la population

comme à Aguilares (mai 1977) (1) et à San Pedro Perulapán, San Martín, Cincuera et Cojutepeque (mars 1978) (2).

La cause de cette répression ce n'est pas le fait que nos revendications et nos actions soient ~~sans~~ fondement mais que, à travers elles, les exploiters se sentent menacés dans leurs intérêts égoïstes et mesquins; c'est pourquoi ils ont mis en œuvre tous les moyens à leur disposition pour faire cesser cette menace, car ils ne sont pas du tout disposés à céder quoi que ce soit de leurs privilèges excessifs et injustes.

Cette répression criminelle et cynique a montré, à la face du peuple et du monde, au service de qui se trouve la tyrannie militaire. Elle a aussi obligé les autres secteurs sociaux, organisations et institutions du pays à se définir soit en faveur des pauvres et des opprimés soit en faveur des exploiters. C'est ainsi que de nombreux enseignants, ouvriers fonctionnaires et employés, ménagères, étudiants, habitants des bidonvilles, prêtres, religieuses, etc., sans pour autant appartenir au BPR, ont fait leur combat qui est le nôtre et nous ont apporté leur soutien et leur solidarité. Cela nous a encouragés à continuer le juste combat que notre peuple a entrepris pour sa libération définitive.

D'autres, par contre, ont cherché à flatter les classes dominantes, à recueillir de leurs mains quelques miettes et misérables privilèges, ou à continuer de s'enrichir sur le compte de notre exploitation; ce sont eux qui nous ont attaqués directement ou indirectement en se servant pour cela de tous les moyens disponibles: la calomnie, la diffamation, les menaces, l'assassinat, etc. Certains n'ont pas hésité à exiger de la tyrannie militaire qu'elle renouvelle une tuerie comme celle de 1932.

3- Comment nous interprétons la déclaration des quatre évêques

C'est insérée dans ce contexte qu'on peut comprendre la déclaration récente faite par quatre évêques de notre pays contre nos organisations. Cette déclaration n'est pas basée sur les principes de l'évangile ni sur la recherche d'une société plus juste et sans exploitation; elle est la conséquence d'un choix de classe fait par les évêques signataires.

C'est la seule façon d'expliquer ^{pourquoi} ces quatre évêques refusent expressément à FECCAS-UTC "le droit d'exiger pour elles la protection de l'Eglise": parce qu'elles sont "des organisations de gauche"; mais pourquoi ils n'ont jamais refusé cette protection à ORDEN (3), une organisation paramilitaire et gouvernementale qui a commis des centaines de crimes et d'agressions contre la classe des travailleurs.

C'est la seule façon d'expliquer pourquoi ces évêques interdisent à leurs prêtres et à leurs religieuses de "collaborer directement ou indirectement" avec UTC-FECCAS: parce que nous exerçons notre activité "sur le plan strictement politique (la prise du pouvoir)"; mais pourquoi, par ailleurs, l'un d'eux, Mgr Eduardo Alvarez, fait partie des forces de répression comme colonel de l'Armée de terre, alors que chez nous les militaires exercent leur activité sur le plan strictement politique (ils sont au pouvoir par la fraude et la violence) et montent des

(1) Cf. DIAL D 375 et 384 (N.d.T.).

(2) Cf. DIAL D 438 (N.d.T.).

D 491-4 (3) "Organisation démocratique nationaliste"; cf. DIAL D 407 (NDT)

opérations militaires contre le peuple et contre l'Eglise, répudiés en cela non seulement par la grande majorité des salvadoriens mais aussi par tous les peuples du monde. Dans le cas d'Aguilares par exemple, en mai 1977 (4), l'armée a exercé une répression violente contre tous les habitants; elle les a maintenus pendant plusieurs jours dans l'isolement du reste du pays, semant ainsi la douleur, l'angoisse et la désolation; elle a occupé en force la paroisse et le presbytère en les transformant en casernement et en prison pendant plusieurs semaines; elle a arrêté et expulsé du pays les quatre prêtres qui s'occupaient de la paroisse.

C'est la seule façon d'expliquer pourquoi ces quatre évêques ne se sont pas prononcés contre la loi de défense et de garantie de l'ordre public (5), ni jamais déclarés solidaires du Comité pour la libération des prisonniers politiques qui lutte vaillamment en faveur des disparus et pour la libération de ceux qui ont été emprisonnés pour motif politique.

C'est la seule façon d'expliquer pourquoi les classes dominantes ont accueilli avec un tel enthousiasme la déclaration des quatre évêques et pourquoi elles l'ont diffusée à travers tous les moyens d'information; et pourquoi, en contrepartie, elles ont fait naître le découragement, la tristesse et le refus chez de nombreux chrétiens et non chrétiens.

A ces évêques nous voulons aujourd'hui rappeler la parole de l'évangile: "On ne peut servir à la fois Dieu et l'argent"; ainsi que les paroles adressées en Colombie par Paul VI à tous les paysans d'Amérique latine: "Vous avez pris conscience de vos besoins et de vos souffrances; comme beaucoup d'autres dans le monde, vous ne pouvez tolérer que ces conditions d'existence continuent toujours sans leur porter hardiment remède". Dans Vatican II, nous lisons également que "l'Eglise reconnaît sincèrement que tous les hommes, croyants ou non-croyants, doivent collaborer à l'édification du monde".

Pour toutes ces raisons, il nous apparaît donc comme sans fondement, du point de vue chrétien, que ces quatre évêques interdisent aux prêtres et aux religieuses de collaborer avec nos organisations, comme FECCAS-UTC, grâce auxquelles nous défendons les intérêts des travailleurs et combattons pour de meilleures conditions d'existence dans la justice et la solidarité. Tant que ces évêques ne renonceront pas à des intérêts qui n'ont rien à voir avec les besoins de notre peuple et qu'ils ne se feront pas plus proches des exploités afin de connaître directement la situation insupportable qui est la nôtre, ils ne pourront pas comprendre nos manières de poser les problèmes ni nos combats.

Quant aux chrétiens qui aiment véritablement notre peuple, nous sommes sûrs qu'ils sauront faire la distinction entre les bons pasteurs qui donnent leur vie pour leurs brebis et les simples mercenaires qui les abandonnent en voyant venir le loup, quand ils ne viennent pas eux-mêmes en compagnie du loup.

4- Quelle est notre position face au christianisme

FECCAS-UTC, ainsi que nous l'avons déjà dit, sont des organisations totalement indépendantes de l'Eglise catholique. Il n'est pas nécessaire

D 491-5 (4) Cf. DIAL D 384 (N.d.T.).

(5) Cf. DIAL D 420 (N.d.T.).

d'être chrétien pour faire partie de nos organisations. Cependant, la plupart de ceux qui y militent sont chrétiens puisque la grande partie des journaliers et des paysans pauvres de notre pays le sont.

Nous tenons à déclarer clairement que FECCAS-UTC respectent les convictions et les croyances de chaque camarade, et donc de tout chrétien, qui s'engage aux côtés des exploités, lutte pour le peuple et est prêt à donner sa vie pour leur libération.

Par ailleurs, nous reconnaissons avec satisfaction qu'en El Salvador il y a des évêques, des prêtres, des religieuses et des laïcs qui, de diverses façons, ont su se solidariser avec le juste combat de notre peuple et s'y intégrer. Dans la mesure où ils l'ont fait, eux aussi - comme nous - ont été attaqués, calomniés, torturés et assassinés par les riches et leur tyrannie militaire. C'est que, dans le cadre du capitalisme dépendant, si l'on veut être fidèle au peuple, il n'y a pas d'autre voie que celle consistant à être disposé à en subir les conséquences.

Nous lançons un appel à tous les chrétiens d'El Salvador et d'Amérique centrale pour qu'ils nous soutiennent et se solidarisent avec le juste, difficile et héroïque combat que nos peuples ont entrepris pour la conquête d'une libération définitive.

Nous lançons un appel particulier à tous les journaliers et paysans pauvres d'El Salvador pour qu'ils entrent dans les rangs de FECCAS-UTC et qu'ensemble nous luttons pour parvenir à des lendemains sans exploitation, sans faim ni injustice.

Vive la lutte héroïque des peuples d'Amérique centrale!
Vive l'alliance ouvriers et paysans!
Vive FECCAS-UTC!
Pour la libération définitive des travailleurs de la campagne!

Quelque part dans la campagne salvadorienne
septembre 1978
UTC-FECCAS
membres du B.P.R.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel TARIF 1978: France 160F
Etranger 185F (voie normale)
(par avion, tarif sur demande)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441